

Victime, comment se signaler

VIOLENCES INTRAFAMILIALES Le phénomène n'a pas disparu avec le deuxième confinement. Plusieurs dispositifs existent en Gironde

Florence Moreau
f.moreau@sudouest.fr

Au printemps dernier, le huis clos qu'imposait le confinement a fait exploser le nombre de violences intrafamiliales et notamment conjugales. Les membres de la famille étant constamment mis en présence, il n'y avait pas répit pour les victimes, aussi bref soit-il, et peu de subterfuges pour s'échapper quelques heures de l'enfer.

Force est de constater que ce second confinement est plus souple et permet davantage à la parole de se libérer lors d'une absence du conjoint violent, parti travailler ou faire une course. « Cela offre un tout petit peu plus de latitude pour nous alerter », pose le commandant Christine Tocoua, à l'état-major de la direction départementale de la sécurité publique de la Gironde.

Urgence : le 17, ou le 114, par SMS
« Mais les violences intrafamiliales n'ont pas disparu pour autant », poursuit-elle. Il existe des dispositifs d'alerte pour les victimes comme pour les témoins.

« Les 36 premières heures du confinement, Police Secours a enregistré un pic d'appels avec une activité intense, autour de 1 000 conversations au lieu de 600 en moyenne, tous sujets confondus », révèle l'officier. Le 17 (ou le 112 depuis un téléphone portable) reste le numéro d'urgence. « Il est à privilégier en cas de danger ».

Offrant un mode de communication plus silencieux, le 114, destiné en temps normal aux personnes sourdes et malentendantes, est accessible aux personnes victimes de violences intrafamiliales pendant la période de confinement. Il permet de donner l'alerte plus discrètement.

Une plateforme de tchat

« Le signallement en ligne sur la plateforme www.service-public.fr/cmi est désormais bien rodé », explique Christine Tocoua. Ce portail conçu pour les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes a été élargi aux violences intrafamiliales. Gratuit et anonyme, ce tchat sert à écouter et orienter géographiquement un cas.

« Parfois c'est laconique », témoigne l'officier bordelais. « Quelques

mois, deux lignes: "J'habite Pessac, j'ai peur." Puis le tchat est interrompu. » Des recherches de l'adresse IP (Internet Protocol) s'engagent alors. « Nous envoyons une patrouille prendre contact. » Rien que le week-end dernier, trois signalements réalisés via ce portail concernaient l'agglomération bordelaise.

« Nous constatons que les voisins continuent de se mobiliser, souligne l'officier de police. Parfois ils peuvent mal interpréter une grosse dispute, mais la plupart du temps, ils sont témoins de gestes, bruits, attitudes qui posent réellement question. Le risque de se faire est plus grand, notamment en termes de conséquences et de remords, que celui de parler. »

Ce n'est jamais « pour rien » que les patrouilles se déplacent, même si les policiers trouvent porte close ou arrivent devant une situation apaisée. « Nous gardons toujours une trace de notre déplacement et du signallement », explique Christine Tocoua, qui insiste sur le travail que mène le pôle psychosocial du commissariat avec les collectivités et les associations de terrain.



Ce deuxième confinement est plus souple mais les violences intrafamiliales n'ont pas disparu pour autant.

ILLUSTRATION ARCHIVES STEPHANE ALIEN/« SUD OUEST »

Pharmacies et supermarché

Lors du premier confinement, les pharmacies ont servi de relais. Une possibilité qui s'offre encore aujourd'hui aux victimes sous le prétexte de l'achat de médicaments ou de masques ou d'un renouvellement d'ordonnance. Les officines ainsi mises dans la confidence font alors le lien avec les forces de l'ordre.

Durant le premier confinement, le gouvernement avait donné des directives afin que les supermarchés puissent recueillir, dans un lieu fréquenté mais à l'abri des regards conjugaux, la parole des femmes victimes de violences intrafamiliales. Plusieurs

enseignes ont suivi le mouvement, avec des résultats très peu probants. À Bordeaux, un Point Info Femmes a été mis en place au centre commercial de Mériadeck. Repensé pour repérer et orienter des femmes en difficulté, ce lieu découvre reçoit davantage de visites.

Dernier mode de contact, l'appel au 3919 – un numéro pas répertorié sur les factures de téléphone. C'est un numéro d'écoute et d'information gratuit, accessible de 9 à 19 heures, déconnecté de l'urgence des situations. Une occasion de faire un premier pas vers la sortie accompagnée d'une situation difficile.